

# RÉSUMÉS NON TECHNIQUE

## DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTAL UNIQUE

COMMUNE DE  
CHAUMONT (52)

Construction d'un abattoir public





## SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>3</b>
<b>TABLE DES FIGURES .....</b>	<b>5</b>
<b>TABLE DES TABLEAUX .....</b>	<b>5</b>
<b>1. RESUME NON TECHNIQUE – ETUDE D'INCIDENCE .....</b>	<b>6</b>
1.1. PRESENTATION DU DEMANDEUR ET DE SON PROJET .....	6
1.2. RAISONS MOTIVANT LE PROJET .....	9
1.3. DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT .....	10
1.3.1. Localisation et topographie.....	10
1.3.2. Espaces naturels.....	11
1.3.2.1. Paysage .....	11
1.3.2.2. Faune et flore .....	11
1.3.2.3. Géologie et hydrogéologie .....	13
1.3.2.4. Hydrologie.....	13
1.3.3. Climatologie et qualité de l'air .....	13
1.3.4. ENVIRONNEMENT BATI DU SITE.....	14
1.3.5. LES INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION .....	14
1.3.6. LES SERVITUDES D'URBANISME .....	14
1.3.6.1. AU TITRE DU CODE DE L'URBANISME .....	14
1.3.6.2. AU TITRE DU PATRIMOINE NATUREL .....	15
1.3.6.3. AU TITRE DE LA SANTE PUBLIQUE.....	15
1.3.6.4. RESEAUX.....	15
1.3.7. BRUIT ET VIBRATIONS .....	15
1.3.8. LES RISQUES MAJEURS .....	15
1.3.8.1. INONDATION.....	15
1.3.8.2. SIMISCITE .....	15
1.3.8.3. RADON .....	16
1.4. ANALYSE DES EFFETS DIRECTS ET INDIRECTS, TEMPORAIRES OU PERMANENTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT .....	17
1.4.1. IMPACT SUR LE PAYSAGE .....	17
1.4.2. IMPACT SUR L'EAU .....	17
1.4.2.1. EAU POTABLE : ORIGINE ET USAGES .....	17
1.4.2.2. LES REJETS EN EAUX PLUVIALES .....	17
1.4.2.3. LES REJETS EN EAUX USEES .....	18
1.4.2.4. IMPACT SUR LES SOLS ET LES EAUX SOUTERRAINES .....	18
1.4.3. IMPACT SUR LE SOL ET LES EAUX SOUTERRAINES.....	18
1.4.4. IMPACT SUR L'AIR.....	19
1.4.5. IMPACT SUR LA PRODUCTION DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX ET DE DECHETS.....	20
1.4.6. IMPACT SUR LA COMMODITE DU VOISINAGE.....	21
1.4.6.1. LE BRUIT .....	21
1.4.6.2. LES VIBRATIONS .....	21
1.4.6.3. Santé publique .....	21
1.4.7. IMPACT SUR LES INVENTAIRES ECOLOGIQUES ET LA BIODIVERSITE .....	22
1.4.8. IMPACT SUR L'AGRICULTURE et les ressources naturelles .....	22
1.4.9. IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE .....	23
1.4.10. IMPACT SUR LES VOIES DE COMMUNICATION.....	23
1.4.11. IMPACTS SUR LA PHASE CHANTIER .....	23
1.4.12. UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE .....	24
1.5. ANALYSE DES EFFETS DIRECTS ET INDIRECTS, TEMPORAIRES OU PERMANENTS DU PROJET SUR LA SANTE PUBLIQUE.....	25
1.5.1. IDENTIFICATION DES DANGERS.....	25
1.5.1.1. IDENTIFICATION DES DANGERS EN MARCHE NORMALE.....	25
1.5.1.2. IDENTIFICATION DES DANGERS EN MARCHE ANORMALE .....	26
1.5.2. EVALUATION DE L'EXPOSITION DES POPULATIONS .....	26
1.5.2.1. EXPOSITION DES POPULATIONS EN SITUATION NORMALE .....	26
1.5.2.2. EXPOSITION DES POPULATIONS EN SITUATION ANORMALE .....	27

1.5.3.	CONCLUSION .....	27
1.6.	REMISE EN ETAT DU SOL APRES EXPLOITATION .....	28
1.7.	MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION .....	29
1.7.1.	PAYSAGE .....	29
1.7.2.	EAUX .....	29
1.7.2.1.	CONSOMMATION D'EAU POTABLE .....	29
1.7.2.2.	EAUX PLUVIALES .....	29
1.7.2.3.	EAUX USEES .....	29
1.7.3.	SOLS .....	29
1.7.4.	AIR .....	30
1.7.5.	DECHETS ET SOUS-PRODUITS ANIMAUX .....	30
1.7.6.	EMISSIONS SONORES .....	30
1.7.7.	FAUNE ET FLORE .....	30
1.7.8.	BILAN .....	30
<b>2.</b>	<b>RÉSUMÉ NON TECHNIQUE – ÉTUDE DE DANGERS .....</b>	<b>31</b>
2.1.	LES PRODUITS MIS EN ŒUVRE .....	31
2.2.	ANALYSE ACCIDENTOLOGIQUE .....	31
2.2.1.	INVENTAIRE DES RISQUES NATURELS .....	31
2.2.1.1.	LA FOUDRE .....	31
2.2.1.2.	L'INONDATION .....	31
2.2.1.3.	LES SEISMES .....	31
2.2.1.4.	LES FEUX DE FORÊTS .....	31
2.2.1.5.	DANGERS LIÉS AUX TEMPÉRATURES EXTRÊMES .....	31
2.2.1.6.	DANGERS LIÉS À UNE TEMPÊTE .....	32
2.2.2.	RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS EXTÉRIEURES À L'ÉTABLISSEMENT .....	32
2.2.3.	ACCIDENTOLOGIE .....	33
2.3.	ANALYSE DES RISQUES POTENTIELS .....	34
2.3.1.	ÉVÉNEMENTS INITIATEURS .....	34
2.3.2.	L'INCENDIE .....	34
2.3.3.	LA POLLUTION DE L'EAU ET DU SOL .....	34
2.3.4.	CONCLUSION SUR L'ANALYSE DES PHÉNOMÈNES DANGEREUX .....	35
2.3.5.	LES BARRIÈRES DE SÉCURITÉ MISES EN PLACE .....	35
2.3.5.1.	LES BARRIÈRES RETENUES CONTRE L'APPARITION DU PHÉNOMÈNE REDOUTÉ .....	35
2.3.5.2.	LES BARRIÈRES RETENUES CONTRE LA PROPAGATION DE L'INCENDIE .....	35
2.3.5.3.	LES BARRIÈRES RETENUES POUR ÉVITER LA POLLUTION DES EAUX ET DU SOL .....	36
2.4.	ÉVALUATION ET PRISE EN COMPTE DE LA GRAVITÉ ET DE LA PROBABILITÉ .....	37
2.4.1.	ÉVÉNEMENTS INITIATEURS .....	37
2.4.2.	PHÉNOMÈNES DANGEREUX : L'APPARITION D'UN INCENDIE DANS UNE DES ZONES .....	37
2.5.	ÉVALUATION DE LA GRAVITÉ .....	38
2.6.	CRITICITÉ DES SCÉNARIOS RETENUS .....	39
2.7.	RISQUES DE POLLUTION ACCIDENTELLE DES EAUX ET DES SOLS .....	40
2.8.	MOYENS GÉNÉRAUX .....	41
2.8.1.	MOYENS DE PRÉVENTION GÉNÉRAUX AU SITE .....	41
2.8.2.	MOYENS D'INTERVENTION GÉNÉRAUX .....	41
2.8.2.1.	EXTINCTEURS .....	41
2.8.2.2.	DÉFENSE EXTÉRIEURE .....	42

## TABLE DES FIGURES

FIGURE 1 -	IMPLANTATION DE L'ABATTOIR ACTUEL ET DU FUTUR ABATTOIR (SOURCE : BIOGRAM®).....	9
FIGURE 2 -	PLAN DE SITUATION (SOURCE : GEOPORTAIL) .....	10
FIGURE 3 -	CARTE DES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES (SOURCE : BIOGRAM®).....	12

## TABLE DES TABLEAUX

TABEAU 1 -	CLASSEMENT ICPE .....	7
TABEAU 2 -	CLASSEMENT IOTA.....	8
TABEAU 3 -	LISTE DES ALEAS INONDATION .....	15
TABEAU 4 -	TABEAU RECAPITULATIF DE TRAITEMENT ET VALORISATION DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX (SOURCE BIOGRAM 04/2021) .....	20
TABEAU 5 -	IMPACT SUR LE TRAFIC ROUTIER.....	23
TABEAU 6 -	EVENEMENTS INITIATEURS.....	37
TABEAU 7 -	PROBABILITE DES PHENOMENES DANGEREUX .....	37
TABEAU 8 -	GRAVITE DES PHENOMENES DANGEREUX.....	38
TABEAU 9 -	ANALYSE DE LA CRITICITE.....	39

## 1. RESUME NON TECHNIQUE – ETUDE D'INCIDENCE

Lors de la réalisation de l'étude d'incidence, l'ensemble des opérations réalisées dans le cadre du projet de la construction de l'abattoir sur la commune de Chaumont (52) a été examiné afin de déterminer leurs éventuels effets sur l'environnement.

Du fait de son régime d'autorisation au titre des ICPE, le projet a été soumis à un Examen Cas par Cas. Le Cerfa correspondant a été transmis à Autorité Environnementale (MRAE Grand-Est) le 10 mars 2022. L'arrêté portant décision après examen cas par cas a été émis le 22 avril 2022. Cet arrêté indique que le projet d'abattoir n'est pas soumis à d'une évaluation environnementale.

Le demandeur du projet est le Conseil départemental de la Haute Marne.

Lorsque ces effets sont jugés avoir un impact significatif sur l'environnement, des mesures compensatoires sont prises visant à les réduire ou les limiter.

### 1.1. PRESENTATION DU DEMANDEUR ET DE SON PROJET

La compétence de gestion des abattoirs publics revient à la commune. Toutefois, la Ville de Chaumont a délégué cette compétence (« études, réalisation et gestion d'un abattoir ») au Conseil Départemental (délibération communale du 30 janvier 2020, validée par la Commission Permanente du Conseil Départemental le 6 mars 2020). C'est donc le Conseil Départemental qui porte ce projet, qui est un élément majeur d'aménagement de territoire permettant la pérennisation et le développement des démarches de circuits courts.

Construit et autorisé au titre des installations classées le 08 décembre 1958, l'abattoir de Chaumont est aujourd'hui vétuste et se trouve régulièrement confronté à des risques de fermeture pour manquements aux réglementations vis-à-vis soit de l'environnement, soit de la sécurité du personnel, soit à la maîtrise des risques sanitaires.

Cet abattoir d'une capacité de 2 500 tonnes est aujourd'hui coûteux à entretenir et son dimensionnement ne correspond plus aux besoins.

Par ailleurs il est localisé en zone d'activité commerciale et sa relocalisation permettrait le développement de cette zone, proche du centre-ville.

Le Conseil départemental de Haute-Marne a décidé de construire un abattoir multi-espèces qui viendra en remplacement de l'équipement actuel.

Le nouvel abattoir de Chaumont sera conçu comme un outil de services à destination des éleveurs et des bouchers détaillant. Il fournira, dans le respect de toutes les réglementations en vigueur, le service d'abattage et de découpe pour les catégories d'animaux suivantes : porcs, gros bovins, veaux, ovins, caprins et équins. Il sera adapté à la production de petites séries. Un accent particulier sera mis sur la qualité des prestations et du service. Les animaux vivants sont transformés en carcasses (et/ou quartiers), en abats blancs (tête, boyaux, pieds, etc...), en abats rouges (foies, cœurs, poumons), en cuirs, et en sous-produits (sang, graisses, déchets carnés et os). Le flux suit « la marche en avant » et intègre la traçabilité de produits tout au long du processus.

Le site est découpé en 3 grandes zones :

- Les stabulations : conçues pour le parage d'animaux vivants correspondant à une journée de pointe d'abattage. Les bovins et veaux sont séparés des petits animaux porcs et ovins ;
- Le hall d'abattage : zone dans laquelle les animaux sont abattus, puis vidés et découpés en carcasses. Dans cette zone, les abats sont récupérés et les sous- produits évacués ;
- Les chambres froides : réfrigération des carcasses afin de freiner la croissance des micro-organismes.

Les rubriques ICPE concernées par l'activité d'abattoir sont les suivantes :

Rubrique	Désignation	Caractéristiques	Régime / Rayon
2210	<p>Abattage d'animaux, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3641</p> <p>La masse des animaux abattus, exprimée en carcasses étant, en activité de pointe :</p> <p>1. Autorisation : supérieure à 5 t/j pour les installations autres que celles classées au titre du 3</p> <p>2. Déclaration : supérieure à 500 kg/j, mais inférieure ou égal à 5 t/j</p> <p>3. Déclaration : supérieure à 500 kg/j, mais inférieure ou égale à 30 t/j dans les installations mobiles lorsque les effluents sont collectés, confinés et éliminés hors site</p>	<p>Tonnage annuel maximum = 1 500 Tonnes</p> <p>Capacité abattage moyenne journalière = 6 t/j</p> <p>Capacité d'abattage maximale journalière = 10 t/j</p>	<p>Régime : Autorisation</p> <p>Rayon : 3 km</p>
2221	<p>Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale</p> <p>La quantité de produits entrant étant :</p> <p>1. Enregistrement : supérieure à 4 t/j</p> <p>2. Déclaration : supérieure à 500 kg/j, mais inférieure ou égal à 4 t/j</p>	<p>Atelier de découpe et de fabrication de steaks hachés ayant une capacité de production moyenne de 0,8 t/j et de 1 t/j en pointe.</p>	<p>Régime : Déclaration</p> <p>Rayon : sans objet</p>
2355	<p>Dépôts de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs</p> <p>La capacité de stockage :</p> <p>Déclaration : étant supérieure à 10 tonnes</p>	<p>Une zone dédiée au stockage de peaux est présente.</p> <p>9 emplacements palettes sont présents, 1 palette de peaux a un poids de l'ordre d'1 tonne.</p> <p>Ainsi le site a la capacité de stocker 9 tonnes de peaux au maximum.</p>	<p>Régime : Déclaration</p> <p>Rayon : sans objet</p>
2910-A	<p>Installations de combustion.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, ....</p> <p>La puissance thermique nominale totale de l'installation est :</p> <p>1. Enregistrement : supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW</p> <p>2. Déclaration : supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Une chaudière fonctionnant au gaz naturel d'une puissance de 150 kW et un ballon de production d'ECS fonctionnant également au gaz naturel d'une puissance de 380 kW.</p> <p>Soit une puissance totale de 0,53 MW</p>	<p>Régime : Non classé</p> <p>Rayon : sans objet</p>

Tableau 1 - Classement ICPE

Les rubriques IOTA concernées par l'activité de l'abattoir sont les suivantes :

Rubrique	Désignation	Caractéristiques	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Superficie du terrain : 2,03 ha  Le terrain d'intercepte pas les écoulements d'un autre bassin versant.	Déclaration

Tableau 2 - Classement IOTA



## 1.2. RAISONS MOTIVANT LE PROJET

L'abattoir du Chaumont actuel est déplacé car l'outil actuel est obsolète et ne permet plus de répondre à la demande.

L'abattoir actuel est situé aux abords immédiats de la zone commerciale de « Moulin Neuf » et de zones d'habitations. L'outil est obsolète et nécessiterait de lourds travaux de réhabilitation.

Cela a conduit le Département à opter pour la construction d'un nouvel abattoir, également sur la commune de Chaumont, mais dans une zone favorable à son implantation (ZAE Plein Est).

L'abattoir de Chaumont est un des rares outils agroalimentaires autonomes encore présents en Haute-Marne tandis que la ressource en viande du département est peu valorisée sur place. De par son potentiel d'offre, cette filière est un des leviers du développement de l'approvisionnement des débouchés locaux par d'autres filières notamment légumières et laitières.

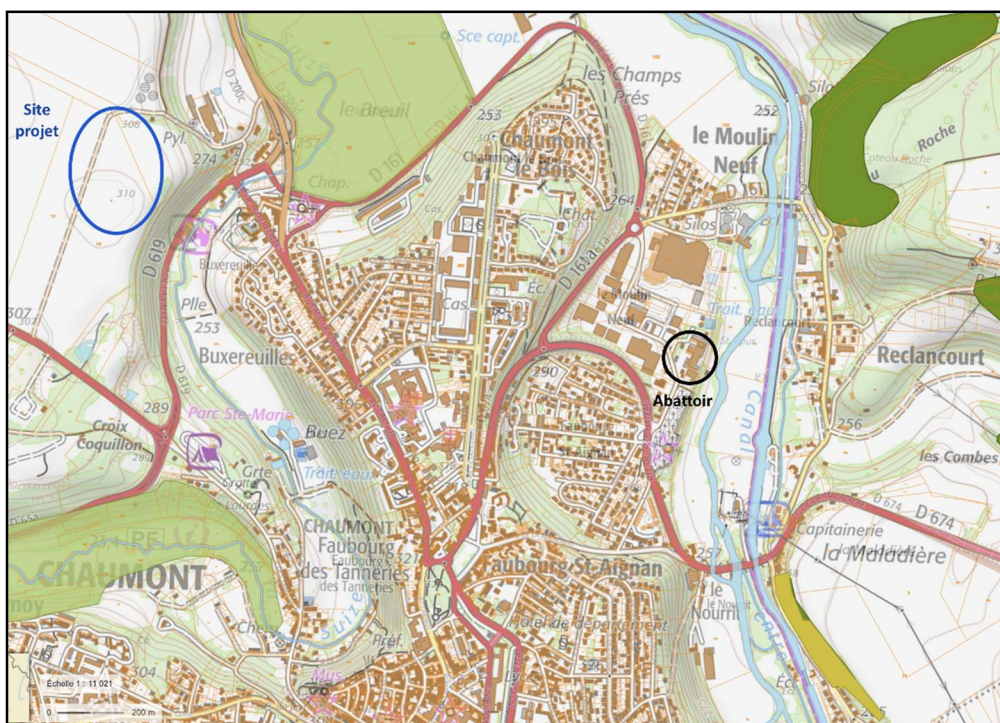


Figure 1 - Implantation de l'abattoir actuel et du futur abattoir (source : BIOGRAM©)

### 1.3. DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT

### 1.3.1. LOCALISATION ET TOPOGRAPHIE

Le futur site de l'abattoir est implanté sur la commune de Chaumont en Haute-Marne (52), dans la région Grand Est. La commune d'une superficie de 55,26 km<sup>2</sup> est géométriquement au centre de la Haute-Marne. De par son positionnement et son importance, la ville de Chaumont est la préfecture de la Haute Marne et le chef-lieu de l'arrondissement éponyme.

Le projet d'abattoir s'implantera sur la parcelle cadastrale YC0032 d'une superficie de 20 350 m<sup>2</sup>.

Le site d'implantation du projet est un plateau localisé en haut de versant à une altitude comprise entre 306 et 311 mètre. Les parcelles de l'abattoir bénéficient de pentes déclinant du sud vers le nord.

Le projet est situé selon les coordonnées géographiques suivantes :

- Latitude : 48° 07' 39.9" N
- Longitude : 5° 07' 45.2" E

La figure ci-après indique la localisation du projet.

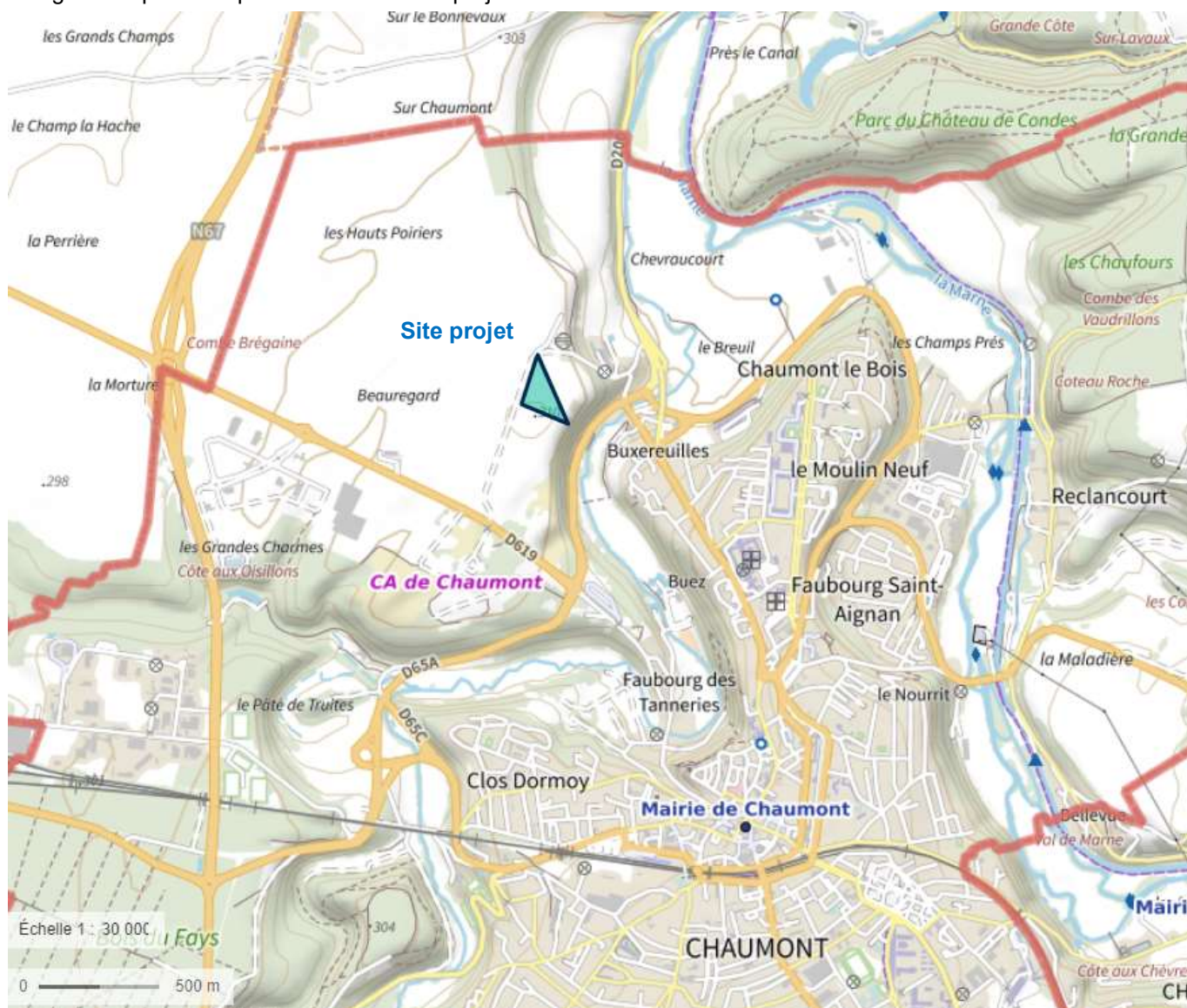


Figure 2 - Plan de situation (source : GéoPortail)

---

### 1.3.2. ESPACES NATURELS

---

#### 1.3.2.1. PAYSAGE

---

Le site est implanté sur un plateau en promontoire à l'Ouest de Chaumont. Le futur site ne sera pas visible des accès principaux à Chaumont qui l'entourent (D619 et D200).

Le site projet est inclus dans le périmètre de l'Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) de Chaumont. Cependant, selon le diagnostic des Sites patrimoniaux remarquables (SRP), le site n'est pas inclus dans les zones à enjeux. L'avenue vers Buxereuilles est l'enjeu le plus proche, elle est à 400 mètres du projet.

#### 1.3.2.2. FAUNE ET FLORE

---

Les zones naturelles les plus proches et/ou faisant l'objet de protection sont distantes de :

1. 500 mètres au Nord-Est pour la ZNIEFF de type 2 n° 210020162 « Vallée de la Marne de Chaumont à Gourzon »,
2. 700 m au Sud-Ouest pour la ZNIEFF de type 2 n° 210020199 « Coteaux et vallée de la Suize entre Chaumont et Villiers-sur-Suize »,
3. 1,5 km au Nord pour la ZNIEFF de type 1 n° 210020184 « Bois et pelouses du coteau de Vaux entre Condes et Brethenay »,
4. 835 m au Nord pour la ZNIEFF de type 1 n° 210013053 « grotte de Chevraucourt »,
5. 1,8 km au Nord-Est pour le site NATURA 2000 n° FR2100265 - ZSC « Buxaie de Condes-Brethenay »
6. 2,1 km au Sud-Est pour le site NATURA 2000 n° FR2102003 - ZSC « Carrières souterraines de Chaumont-Choignes »
7. 4 km au Sud pour le site NATURA 2000 n° FR2100263 – ZSC « Pelouse de la Côte de Chaumont à Brottes.

Le plan de la page suivante permet de visualiser l'implantation de ces différentes zones naturelles.

La zone du projet ne présente aucune interaction ou lien écologique avec ces espaces naturels sensibles (ZNIEFF) et/ou faisant l'objet de protection réglementaire (NATURA 2000).

Le terrain d'assiette du futur projet n'est pas non plus situé à proximité immédiate d'un cours d'eau, la rivière Suize est à une distance de plus de 200 mètres en contrebas du coteau boisé bordant la rive Est du terrain considéré.



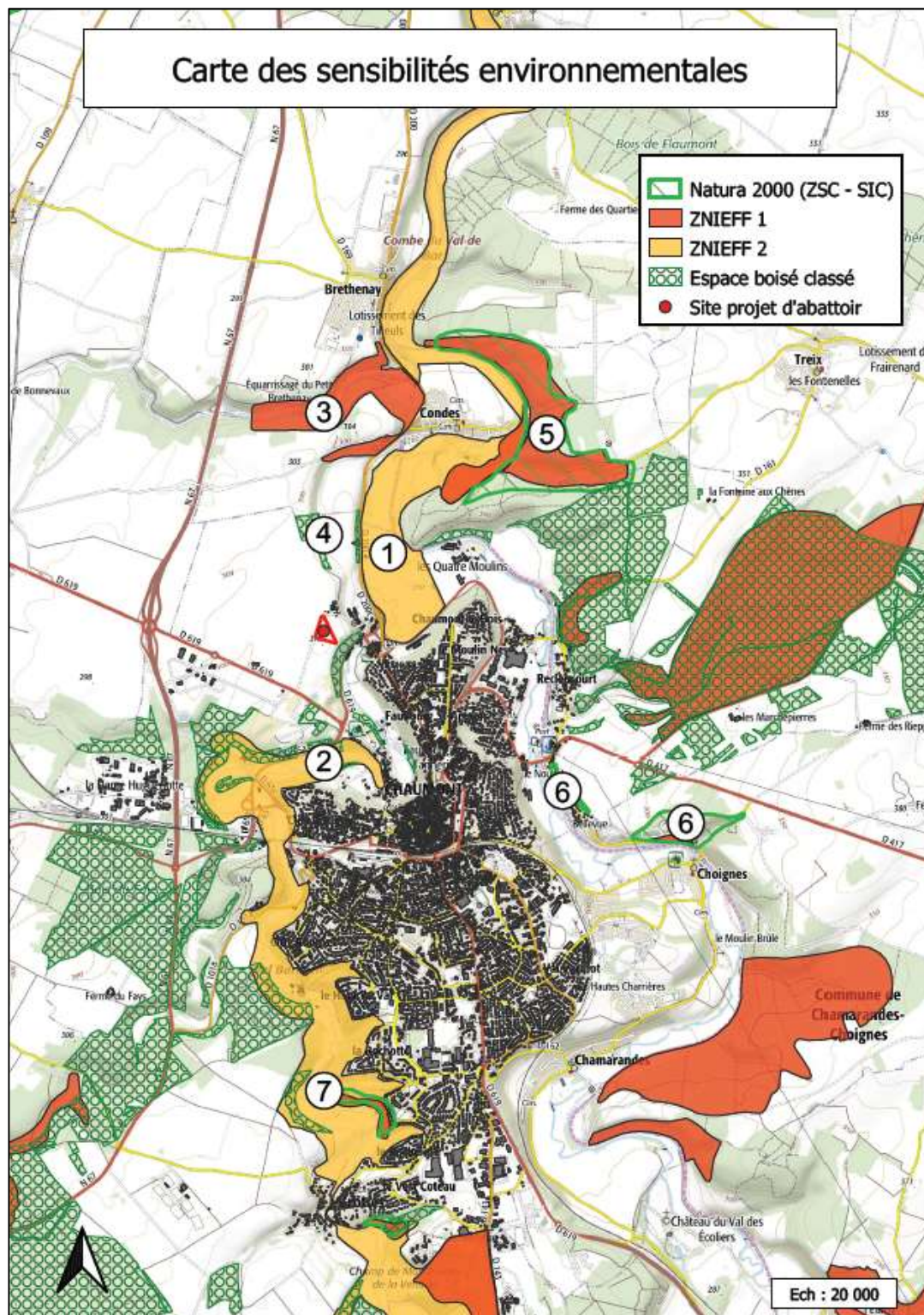


Figure 3 - Carte des sensibilités environnementales (source : BIOGRAM©)

### 1.3.2.3. GEOLOGIE ET HYDROGEOLOGIE

---

#### ➤ Géologie

Le site de l'abattoir est localisé du point de vue géologique sur la feuille géologique n°336 de Chaumont.

Le terrain est implanté sur des calcaires de Bathonien supérieur et moyen (j2b-c) :

- La partie supérieure du Bathonien est constituée par des calcaires beiges ou grisâtres, oolithiques milliaires surtout, parfois graveleux ou grenus en bancs très durs ou en plaquettes peu dures, et se termine en haut par une dalle nacrée à Encrines, non ferrugineuse. Les fossiles sont généralement à l'état de débris. Les plateaux formés par les calcaires du Bathonien supérieur s'étendent en diagonale entre les angles NE et SW de la feuille, au SE de « La Vallée ». Épaisseur : 20 mètres. Les calcaires durs sont exploités pour la construction et pour les routes.

#### ➤ Hydrogéologie

La Haute-Marne compte 4 grands type d'aquifères :

- Les nappes en Crétacé inférieur
- Les nappes du Malm – Jurassique supérieur
- Les nappes du Dogger et du Lias – Jurassique moyen et inférieur
- La nappe des grès du Trias

La masse d'eau souterraine identifiée au droit du site est la suivante : Calcaires dogger entre Armançon et limite de district, code FRHG310.

### 1.3.2.4. HYDROLOGIE

---

Le projet s'inscrit dans le bassin hydrographique de la Suize et de ses affluents.

La rivière la Suize est un affluent de la rivière la Marne, leur confluence se fait à une altitude de 247 mètres. D'une longueur totale de 48,6 km, elle traverse 11 communes sur un seul et même département, le département de la Haute-Marne.

### 1.3.3. CLIMATOLOGIE ET QUALITE DE L'AIR

---

Le climat de la région de Chaumont est dit tempéré chaud. Des précipitations importantes sont enregistrées toute l'année, y compris lors des mois les plus secs. La température moyenne annuelle est de 10,6°C et les précipitations sont en moyenne de 1 066 mm annuellement.

Les températures les plus basses sont de décembre à février et celles les plus chaudes sont en juillet et août. La durée d'ensoleillement total moyen est de 1 702,9 heures par an.

En moyenne sur une année, l'intensité du vent est plus importante durant le mois de février. Les vents dominant sont de secteurs Sud/Sud-Ouest.

La station de mesure de la qualité de l'air la plus proche est celle de Langres à 33 km du projet. A noter que cette station est située en milieu urbain, alors que le projet se trouve en milieu périurbain.

Les données issues de cette station montrent une bonne qualité de l'air.

#### 1.3.4. ENVIRONNEMENT BATI DU SITE

---

➤ Environnement industriel

Au Nord du site se trouve l'unité de méthanisation AGRIFYL (150 m sépareront les équipements des 2 installations). Les entreprises de la zone d'activités Plein Est sont à plus de 300 m au Sud.

➤ Les habitations

La première habitation à plus de 200 mètres au Nord-Est, séparée par un coteau boisé et en contrebas de celui-ci. Le centre historique de chaumont se trouve à environ 2 km au Sud-Est du site.

➤ Les exploitations agricoles

En 2018, on pouvait recenser 25 agriculteurs exploitants sur la commune de CHAUMONT (source – Insee)

#### 1.3.5. LES INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION

---

➤ Trafic aérien

Notre zone d'étude n'est pas affectée par le trafic aérien. L'aérodrome le plus proche est celui de l'aéro-club de la Haute Marne à plus de 6 km mais qui n'est pas soumis à un Plan de Servitude Aéronautique (PSA). L'aéroport avec un PSA le plus proche est celui de Langres Rolampont situé à environ 22 km à vol d'oiseau du terrain de l'abattoir.

➤ Trafic ferroviaire

La gare la plus proche est la gare de Chaumont qui est à 2 km au Sud du site projet. C'est également la voie ferrée la plus proche du site. Elle correspond aux lignes principales Paris-Est à Mulhouse-Ville et Blesme-Haussignémont à Chaumont. Aucun branchement ferroviaire ne dessert la zone.

➤ Trafic routier

Les infrastructures routières à proximité du projet se caractérisent par la présence de la route nationale N67 à environ 1,5 km au Nord-Ouest reliant Saint-Dizier à Chaumont et des Départementales 619 et 65A respectivement à 100 et 500 m du site.

Ces voies de communication ont des trafics relativement importants, entre 4000 et 7000 véhicules par jour en moyenne (source : CD 52).

#### 1.3.6. LES SERVITUDES D'URBANISME

---

##### 1.3.6.1. AU TITRE DU CODE DE L'URBANISME

---

Le Permis de Construire est instruit selon le Plan Local d'Urbanisme (PLU) communal modifié (modification simplifiée n°3 approuvé le 28 octobre 2021).

Le site de l'abattoir est positionné en zone AUXe qui fait partie de la zone d'activité économique communautaire de « Plein Est », phase 2 selon le PLU.

### 1.3.6.2. AU TITRE DU PATRIMOINE NATUREL

Les protections réglementaires et inventaires écologiques vu précédemment indiquent que l'abattoir n'est implanté ni dans un site classé, ni dans un site inscrit, ni dans le périmètre d'une ZNIEFF.

### 1.3.6.3. AU TITRE DE LA SANTE PUBLIQUE

Le site n'est pas dans un périmètre de protection de captage d'eau destiné à l'alimentation en eau potable. Il n'y a pas de zone de baignade recensée à proximité immédiate du site.

### 1.3.6.4. RESEAUX

Les réseaux téléphoniques, d'électricité, de gaz, d'eau potable, d'assainissement seront amenés en bordure du site.

## 1.3.7. BRUIT ET VIBRATIONS

L'environnement sonore du site est caractérisé par :

- Le trafic routier sur la RN 67, la RD619 et la rue de Beauregard,
- Les activités et équipements du méthaniseur voisin,
- Les activités agricoles,
- L'avifaune.

## 1.3.8. LES RISQUES MAJEURS

D'après le site de prévention des risques majeurs du ministère de la transition écologique et solidaire, la commune de Chaumont est soumise aux risques majeurs suivants :

- Phénomène lié à l'atmosphère
- Tempête et grains (vent)
- Rupture de barrage
- Transport de marchandises dangereuses

### 1.3.8.1. INONDATION

La commune de Chaumont bénéficie d'un Atlas décrivant les risques d'inondation :

Aléa	Nom de l'AZI	Diffusion le
Inondation - Par une crue à débordement lent de cours d'eau	AZI Marne Amont	12/09/2008

Tableau 3 - Liste des aléas inondation

La commune de Chaumont n'est pas soumise à un Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) et le site n'est pas concerné par le zonage AZI.

### 1.3.8.2. SIMISCITE

La commune du Chaumont appartient à une zone de sismicité 1, c'est-à-dire à sismicité très faible. Selon la réglementation.

#### 1.3.8.3. RADON

---

La commune de Chaumont est classée en catégorie 1 au niveau du risque Radon, c'est-à-dire un potentiel de risque faible.



## 1.4. ANALYSE DES EFFETS DIRECTS ET INDIRECTS, TEMPORAIRES OU PERMANENTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

### 1.4.1. IMPACT SUR LE PAYSAGE

---

L'accès du terrain sera créé et l'ensemble du terrain sera clôturé. Le portail sera positionné bien en retrait de la voie permettant de ne pas encombrer la voie publique.

L'implantation du bâtiment est éloignée des limites de propriétés. Ainsi le bâtiment sera peu visible et l'impact visuel du bâtiment est minimisé.

De plus, les couleurs relativement neutre et sobre de l'abattoir intégreront le bâtiment dans son environnement.

La visibilité de l'installation sera minimisée avec la présence d'arbres et haie en limite de propriété ; ainsi que par l'aspect du bardage mis en place, notamment le bois pour la partie stabulation.

L'impact sur le paysage est maîtrisé.

### 1.4.2. IMPACT SUR L'EAU

---

#### 1.4.2.1. EAU POTABLE : ORIGINE ET USAGES

---

L'eau sera distribuée par le réseau d'adduction en eau potable de la commune. Sa qualité est régulièrement vérifiée par le service santé – environnement de l'ARS. L'eau distribuée sur la commune du Chaumont provient du captage du Breuil, à une distance d'environ 900 m du site.

L'eau potable sur le site sera utilisée pour un usage alimentaire, du process et de lavage. On peut estimer la consommation d'eau à environ 61 m<sup>3</sup>/j, lorsque l'abattoir aura atteint sa capacité maximale. La consommation annuelle ne dépassera pas 9000 m<sup>3</sup>.

Il est précisé que dans un abattoir, l'eau utilisée est obligatoirement de l'eau potable, quel que soit l'usage. Et que cette consommation viendra en substitution de celle de l'abattoir actuel.

Ainsi l'impact sur la consommation d'eau sera maîtrisé.

#### 1.4.2.2. LES REJETS EN EAUX PLUVIALES

---

Les eaux pluviales sont collectées de manière séparée des eaux usées. La zone n'étant pas desservie par un collecteur des eaux pluviales, la gestion à la parcelle a été recherchée.

Les eaux seront infiltrées via un bassin d'infiltration de 190 m<sup>3</sup>, dimensionné sur une pluie décennale. Un séparateur d'hydrocarbures sera positionné en amont du bassin pour traiter les eaux pluviales collectées.

En cas d'incendie, une vanne 3 voies positionnée en amont du bassin d'infiltration, permettra d'isoler ce bassin et de diriger les eaux d'extinction vers un bassin de rétention étanche de 350 m<sup>3</sup>.

L'impact est maîtrisé.

#### 1.4.2.3. LES REJETS EN EAUX USEES

---

Les eaux usées seront collectées de manière séparative des eaux pluviales. Elles proviennent des eaux-vannes des sanitaires, de l'entretien courant (lavage des sols), du lavage du site et du process.

Les eaux vannes seront directement rejetées dans le réseau d'assainissement avant de rejoindre la station communale (STEP des Tanneries).

Les eaux usées (issues du process, des lavages de l'installation et des équipements) passeront par un prétraitement puis par la station d'épuration de la commune.

Le prétraitement mis en place assurera un abattement de la pollution compatible avec les capacités de traitement de la STEP.

Au regard de la nature des rejets, des contrôles de qualité des rejets et de la capacité de traitement de la station d'épuration des Tanneries, l'impact du futur site d'abattage sur les rejets d'eaux usées est considéré comme faible et maîtrisé.

#### 1.4.2.4. IMPACT SUR LES SOLS ET LES EAUX SOUTERRAINES

---

Afin de limiter l'impact sur les sols et les eaux souterraines, les points suivants sont mis en évidence :

- toute l'activité du site est réalisée sur des zones imperméabilisées,
- aucun écoulement n'est possible sur les zones perméables, des caniveaux et bordures en jonction des zones imperméabilisées et espaces verts étant présents aux points sensibles,
- sur les espaces verts aucun stockage de produits liquides,
- le trafic sur le site se limitera aux voiries. Une bordure séparera les voiries des espaces verts et, de ce fait, aucun écoulement vers les espaces perméables ne sera possible.

Pour ces raisons, l'impact sur les sols et les sous-sols est relativement limité.

#### 1.4.3. IMPACT SUR LE SOL ET LES EAUX SOUTERRAINES

---

##### ➤ Prélèvement

Le projet sera exclusivement alimenté par le réseau public d'adduction en eau potable et ne prélèvera pas d'eau souterraine pour son fonctionnement. Ainsi il n'y aura pas d'impact dû à un prélèvement.

##### ➤ Rejet direct

Aucune manipulation, transit, stockage n'est autorisé sur les zones perméables. En cas de déversement accidentel, les eaux polluées seront confinées dans le bassin de rétention afin d'éviter tout rejet dans le milieu naturel.

De ce fait, l'activité du futur abattoir n'engendre aucun risque d'infiltration d'eau polluée dans les sols.

Ainsi, toutes les mesures sont prises afin d'éviter l'impact sur le sol et les eaux souterraines.

##### ➤ Epandage

Les matières stercoraires, fumiers et déchets issus du prétraitement seront valorisés suivant un plan d'épandage. Les produits seront épandus selon les prescriptions réglementaires imposant, notamment, des distances par rapport aux cours d'eau et points d'eau, des périodes d'épandage.

L'impact lié à l'épandage est donc maîtrisé grâce au respect des doses d'apports préconisées et au suivi agronomique des parcelles concernées.

➤ Sol

Le terrain est relativement plat, l'équilibre déblais-remblais sera recherché sur le terrain. Il ne devrait pas être nécessaire de faire évacuer des terres d'excavation.

Ainsi, l'impact sur le sol sera négligeable avec la réalisation d'études techniques adéquates.

#### 1.4.4. IMPACT SUR L'AIR

---

Les rejets gazeux de l'unité proviennent de :

- Extraction d'air vicié des locaux (en production ou en phase lavage). Gaz de combustion du brûleur au gaz naturel (ballon ECI),
- Gaz de combustion de la chaudière et du ballon d'eau chaude fonctionnant au gaz nature,
- Gaz d'échappement des véhicules (VL ou PL).

Lorsque l'installation est en fonctionnement, il y a risque de production d'odeurs par fermentation de produits ou de déchets organiques :

- La station de prétraitement pourrait dégager quelques odeurs. La mise en place d'un agitateur et d'une aération dans le bassin tampon permettra de maîtriser les risques de fermentation et donc de production d'odeur ;
- La fumière pourrait dégager des odeurs d'urine et de fumier. La fumière sera abritée et l'ensemble des matières stercoraires sera pressé. Les enlèvements réguliers de la benne de stockage garantiront également la limitation du dégagement d'odeur;
- Les Sous-produits d'origine animale seront stockés en chambre froide et évacués régulièrement, de sorte qu'ils ne puissent être à l'origine de d'odeur perceptible à l'extérieur du site.

Les mesures retenues consistent à :

- Diminuer les consommations de combustibles,
- Eviter la production d'odeur et en particulier toute putréfaction (mesure liée à l'hygiène),
- Maintenir la propreté du site.

Par ailleurs, les vents dominants de secteur Sud/Sud-Ouest dirigeront majoritairement les odeurs vers le Nord-Est. Cette zone est uniquement occupée par la méthanisation est une exploitation agricole. Les habitations les plus proches ne sont pas sous les vents dominants.

Ainsi, l'impact sur l'air est maîtrisé.

### 1.4.5. IMPACT SUR LA PRODUCTION DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX ET DE DECHETS

L'activité de l'abattoir va produire des déchets et des sous-produits animaux.

#### ➤ Sous-produits animaux

Les sous-produits générés par le process sont estimés ci-après.

NATURE	Origine	STOCKAGE (Délai - T° - Volume)	ENLEVEMENT RYTHME	VALORISATION DESTINATION	QUANTITÉS moyennes (estimation)	Catégorie
CADAVRES / SAISIES / MRS / TÊTES / Colonne vert. / déchets > 6mm	Abattoir	bacs C1 Chbre froide SPAn - CAT 1	ATEMAX 1 à 2 fois/sem	Equarrissage / Destruction	± 5 t/ semaine	<b>1</b>
SANG alimentaire (Porc)	Abattoir	Stockage tank réfrigéré + poches ind. Chambre froide abats	Enlevés tous les jours	Usagers, charcutiers	± 600 L/ sem	<b>3</b>
SANG industriel (GB/ porc/ovin)	Abattoir	1 cuve 2 000 l Chambre froide SPA	SOLEVAL 1 à 2 fois/mois	Equarrissage	3000L/ mois	<b>3</b>
SUIFS et TISSUS ADIPEUX	Abattoir	Bacs 600 l verts C3 Chbre froide SPAn CAT 3	SOLEVAL 1 à 2 fois /sem	Industrie	1,2 à 1,5 t/semaine	<b>3</b>
Viscères, Abats, Soies, Poils, Cornes, Sabots, Onglons	triperie/ broyaderie Abattoir	Bacs 600 l verts C3 Chbre froide SPAn CAT 3		Equarrissage / Valorisation	± 3 t/ semaine	<b>3</b>
OS (pieds, mandibules)	triperie / broyaderie	Bacs 600 l verts C3 Chbre froide SPAn CAT 3		Equarrissage / Valorisation		<b>3</b>
PEAUX ET CUIRS	Abattoir	Chbre froide cuir - Salage + pliage	Ets Les Cuirs du Bassigny 2 fois/ trimestre	Tannerie / mégisserie	± 250 cuirs - peaux / mois	<b>3</b>
Matières stercoraires et contenus digestifs	Abattoir, triperie	Fumière couverte capacité de stockage de ± 50 m3	2 à 3 bennes tous les 3 à 4 mois	Valorisation agronomique / Épandage (agriculteurs)	12 tonnes / mois	<b>2</b>
FUMIERS / LISIER	Abattoir					

Tableau 4 - Tableau récapitulatif de traitement et valorisation de sous-produits animaux (source BIOGRAM 04/2021)

Le plan d'épandage est dimensionné sur la base de l'activité maximale de l'abattoir (1500 t/an), il permettra la valorisation agricole de 200 tonnes de fumiers et matières stercoraires, 30 tonnes de déchets de tamisage et 30 tonnes de boues de décantation.

#### ➤ Déchets

Le site disposera de trois espaces dédiés au stockage des déchets autres que ceux issus des animaux :

- Une benne dédiée aux déchets assimilés aux ordures ménagères qui sera évacuée toutes les semaines par le service public déchets,
- Une benne dédiée aux emballages cartons, papier, plastiques qui sera évacuée toutes semaines par le service public déchets,
- Un espace dédié au stockage des autres déchets tels que les grands cartons, big-bag, bidons de produits d'hygiène. Les déchets non dangereux et dangereux seront séparés. Ils seront repris par des prestataires spécialisés.

---

## 1.4.6. IMPACT SUR LA COMMODITE DU VOISINAGE

---

### 1.4.6.1. LE BRUIT

---

Les éléments pouvant générer des émissions sonores sur le site sont :

- Les divers équipements techniques : groupes froid, compresseurs, centrales de traitement d'air, tourelles d'extraction, station de prétraitement, aires de lavage ;
- Le trafic in situ : livraison, expédition et véhicules du personnel ;
- Les bêtes vivantes : leur déchargement et leur attente au sein des stabulations.

Les dispositions suivantes ont été prises afin de minimiser l'impact sonore de l'installation et de respecter les émergences réglementaires :

- Les équipements techniques sont localisés dans un local dédié ou en combles,
- Les matériaux utilisés pour la station de prétraitement permettront de réduire le bruit émis,
- Le trafic in situ est réalisé lorsque cela est possible durant la période diurne,
- Concernant les stabulations, la réduction des nuisances sonores des animaux vivants est réalisée avec un bardage bois vertical. Ce bardage est associé d'un plateau de bardage plein et d'une porte d'accès métallique pleine sur la façade Sud. De plus, le dimensionnement de cet espace est suffisamment important afin de fluidifier le transfert du véhicule d'arrivée à la zone de stabulation couverte.

Des mesures acoustiques ont été réalisées afin de connaître l'état initial du site. A partir de ces mesures, une modélisation acoustique a été menée afin de vérifier la conformité vis-à-vis de l'émergence réglementaire de zones à émergence réglementées et du niveau de bruit ambiant en limite de propriété. Les hypothèses majorantes ont été considérées afin de s'assurer de la conformité à tout moment de l'exploitation.

Les résultats confirment que le fonctionnement de l'installation sera :

- Conforme dans les zones à émergence réglementée durant les périodes diurne et nocturne ;
- Conforme en limite de propriété durant les périodes diurne et nocturne.

De plus afin de vérifier ce respect des émergences et niveaux de bruit ambiant, des mesures de bruit seront réalisées au démarrage de l'exploitation, puis tous les trois ans.

### 1.4.6.2. LES VIBRATIONS

---

Au vu de l'environnement (réseau routier, environnement industriel), les vibrations créées seront négligeables. Le process et les équipements mis en place ne généreront pas de vibration perceptible à l'extérieur du site.

### 1.4.6.3. SANTE PUBLIQUE

---

Au regard de l'analyse des effets possibles de l'unité en marche normale et anormale, on retiendra que l'exploitation du site présentera un risque faible d'impact sur la santé humaine (voir § 1.5).

#### 1.4.7. IMPACT SUR LES INVENTAIRES ECOLOGIQUES ET LA BIODIVERSITE

---

➤ Impacts potentiels

Le diagnostic écologique réalisé par un cabinet spécialisé (Atelier des Territoires) établit que l'impact du futur abattoir, concerne essentiellement la phase travaux en ce qui concerne la destruction d'habitats et/ou d'individus (espèces animales et végétales).

Le projet entrainera la consommation d'environ 2 ha de zone agricole exploitée de manière intensive, qui présentent des enjeux écologiques négligeables à faibles.

À l'inverse, il sera créé 1,5 ha d'espaces végétalisés ainsi que plusieurs plans d'eau (rétention et infiltration des eaux pluviales, ...) constituant des zones humides pouvant accueillir de nouvelles espèces végétales et animales.

➤ Mesures d'évitement et conclusion

L'ensemble des mesures d'évitement préconisées, sont les suivantes :

- Les travaux de fauche et/ou de terrassements devront être initiés à une période de moindre sensibilité pour l'avifaune, soit dans une période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 1<sup>er</sup> mars (en dehors de la période de nidification).
- La haie bordant le périmètre immédiat au nord-est est susceptible d'accueillir des espèces d'oiseaux protégés nicheurs. Afin d'éviter la destruction de cet habitat d'espèces, la haie sera intégralement conservée.
- Mettre en place des carrés de jachère au substrat non retourné, pour permettre aux criquets de s'y réfugier et ainsi perpétuer leur cycle biologique.

Le faible intérêt écologique des habitats naturels observés sur le périmètre d'étude de la zone projet cultivée (aire immédiate), permet de conclure que les impacts résiduels sur la faune et la flore du projet, au niveau de la parcelle du projet, après mise en œuvre des mesures d'évitement, peuvent être qualifiés de négligeables à faibles.

Il est à noter que la haie arbustive située en bordure Est du projet sera totalement préservée et protégée, puisque l'aménagement sera reporté le long du chemin de Beauregard, soit à plus de 80 m.

L'impact sur la biodiversité sera donc limité.

#### 1.4.8. IMPACT SUR L'AGRICULTURE ET LES RESSOURCES NATURELLES

---

Avec le projet, des terrains agricoles vont accueillir un usage industriel, en cohérence avec le PLU. Cette évolution d'usage permet de créer une continuité avec la Zone Plein-Est et de répondre au besoin d'abattoir public du territoire.

Concernant la ressource du sol : la topographie du terrain (relativement plat), permettra un équilibre des déblais/remblais sur la parcelle. De plus, si nécessaire des matériaux nobles seront amenés sur le terrain.

Ainsi, l'impact sur l'agriculture est maîtrisé.

#### 1.4.9. IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE

L'abattoir de Chaumont est un des rares outils agroalimentaires autonomes encore présents en Haute-Marne tandis que la ressource en viande du département est peu valorisée sur place. De par son potentiel d'offre, cette filière est un des leviers du développement de l'approvisionnement des débouchés locaux par d'autres filières notamment légumières et laitières.

Le projet d'abattoir et ses utilisateurs locaux représentent une soixantaine d'emplois directs et induits. A terme, l'impact sera donc positif.

#### 1.4.10. IMPACT SUR LES VOIES DE COMMUNICATION

Le trafic généré par site représentera environ 90 VL/semaine et 42 PL/semaine, soit 30 VL/j et 14 PL/j sur une semaine de 3 jours.

Sur la base des trafics établis ci-avant, le tableau suivant décrit l'impact de la mise en service de l'abattoir sur les voies de communication routières environnantes (données CD 52).

Voie / tronçon	Débit moyen journalier	Débit moyen journalier PL	Variation projetée tous véhicules Pourcentage de flux total	Variation projetée Poids lourds
RN 67 (données 2019)	5779	302	0,76 %	4,63 %
RD 619 (données 2020)	5975	183	0,73 %	7,65 %

Tableau 5 - Impact sur le trafic routier

L'impact généré par le nouveau site de l'abattoir sur le trafic avoisinant peut être considéré comme faible, d'autant plus qu'il existe déjà sur la commune.

#### 1.4.11. IMPACTS SUR LA PHASE CHANTIER

Les travaux dureront environ 11 mois. Ce chantier démarrera après l'émission de l'arrêté préfectoral. Ainsi au vu de l'avancée de l'instruction, le chantier ne démarrera pas avant mars 2023. La phase des travaux de VRD (voiries et réseaux divers) sera réalisée en premier, suivie par les travaux tous corps d'état. Ainsi l'exploitation de l'installation pourrait débuter en fin février 2024.

Les mesures préventives à appliquer en phase de chantier sont :

- la vérification régulière des engins et du matériel,
- la surveillance et l'entretien régulier des ouvrages temporaires (fossés, bassins, plate-forme de stockage),
- la mise en place d'une procédure d'alerte des services de secours en cas de déversements accidentels,
- arrosage en cas d'envol de poussières,
- le respect de la faune et la flore présente sur site, notamment en conservant la haie au Nord-Est.

Des mesures sont prises afin de limiter l'impact du chantier.

#### 1.4.12. UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE

---

Les activités du site nécessitent l'utilisation de différentes sources d'énergie :

- De l'énergie électrique : pour l'éclairage, le fonctionnement des machines (process), le chauffage des locaux administratifs et sociaux et le fonctionnement courant, les installations de réfrigération
- Du gaz pour le chauffage du hall d'abattage et l'eau chaude sanitaire.

Afin de maîtriser les consommations du site, et éviter les dérives de consommations dans le temps, il est indispensable de mettre en place des comptages ciblés et des relevés hebdomadaires ou journaliers. Cette technique permettra d'afficher des indicateurs et objectifs pour le personnel. Les compteurs permettront d'identifier plus aisément les dérives et de pouvoir mettre en œuvre des actions correctives. De plus, une communication sera réalisée auprès du personnel pour les bonnes pratiques à adopter, et le fonctionnement des équipements sera vérifié.



## 1.5. ANALYSE DES EFFETS DIRECTS ET INDIRECTS, TEMPORAIRES OU PERMANENTS DU PROJET SUR LA SANTE PUBLIQUE

### 1.5.1. IDENTIFICATION DES DANGERS

#### 1.5.1.1. IDENTIFICATION DES DANGERS EN MARCHE NORMALE

##### ➤ Les eaux

Les eaux pluviales sont susceptibles de contenir des hydrocarbures et des matières en suspension.

Le bassin d'infiltration des eaux pluviales présent sur la parcelle assurera les rôles suivants :

- régulation hydraulique ;
- prétraitement via le séparateur à hydrocarbures.

Les eaux sanitaires sont raccordées au réseau public d'évacuation des eaux usées. C'est la station d'épuration de la commune qui prend en charge ces effluents.

Les eaux usées issues du process et du lavage du site sont prétraitées dans la station du site.

##### ➤ L'air

En marche normale les rejets dans l'air se caractérisent par la circulation générée par l'activité et les installations de combustion (fonctionnant au gaz naturel).

Les polluants en présence sont alors le CO, le CO<sub>2</sub> et les particules pour les véhicules.

Ces rejets dans l'air sont également des poussières dues à la présence des bêtes vivantes.

Des odeurs peuvent aussi être émises depuis l'installation.

##### ➤ Le sol et le sous-sol

L'ensemble des zones dédiées à l'activité du site (bâtiments, voiries, stockage extérieur) est imperméable.

Les espaces verts ne seront pas affectés par l'activité industrielle du site et aucune activité n'aura lieu sur cette zone.

En marche normale, les eaux de ruissellement des voiries sont prétraitées par un séparateur à hydrocarbures avant infiltration.

Dans le cadre du plan d'épandage, les caractéristiques pédologiques des parcelles ont été étudiés et les prescriptions réglementaires (périodes, doses admissibles, ...) devront être respectées.

##### ➤ Le bruit

En marche normale de l'installation, les niveaux réglementaires acoustiques ne sont pas dépassés. Des mesures acoustiques seront réalisées au démarrage de l'installation et en cas de dépassement des mesures compensatoires seront mises en œuvre.

#### 1.5.1.2. IDENTIFICATION DES DANGERS EN MARCHE ANORMALE

---

La marche anormale peut se caractériser par deux situations :

- Le déversement accidentel de produits dangereux pour l'environnement
- L'incendie du site

##### ➤ Déversement accidentel

Aucun produit liquide n'est utilisé sur les zones perméables. En cas de déversement accidentel, le bassin de récupération des eaux est imperméabilisé évitant toute infiltration, et équipé d'une vanne de barrage, évitant tout rejet dans le milieu extérieur au site.

En cas de pollution de ce bassin, une société spécialisée sera mandatée pour venir collecter et traiter ces eaux polluées.

##### ➤ Incendie

En cas d'incendie, les gaz de combustion émis peuvent se charger en polluants susceptibles de présenter un risque pour l'environnement. En effet, en fonction des vents, un incendie pourrait avoir un impact sur plusieurs kilomètres aux alentours.

#### 1.5.2. EVALUATION DE L'EXPOSITION DES POPULATIONS

---

Notre zone d'étude est située en dehors de tout captage d'eau potable. L'activité de l'exploitation du site ne risque donc pas de contaminer l'eau potable.

Par ailleurs, la pollution des sols par déversement est fort improbable en raison du caractère imperméable des surfaces de travail : bâtiment et voiries imperméabilisés

#### 1.5.2.1. EXPOSITION DES POPULATIONS EN SITUATION NORMALE

---

##### ➤ Rejets d'eaux

Les eaux pluviales qui présentent une pollution sont celles qui ruissellent des voiries. Toutes ces eaux seront gérées à la parcelle (infiltration après passage par un séparateur d'hydrocarbures).

Les eaux usées seront collectées par le réseau public en direction de la station d'épuration de la commune. Il n'y a donc pas de contact entre la population et ces eaux.

##### ➤ Rejets dans l'air

Les gaz d'échappement des véhicules du personnel et des poids lourds représentent une autre source de pollution atmosphérique. Les composés polluants sont le CO, CO<sub>2</sub>, NOx et les particules. Comparativement aux trafics générés par les voies de circulation à proximité les quantités de gaz émises seront faibles.

Les éléments rejetés seront donc fortement dilués dans l'air, auquel s'ajoutera la pollution liée au trafic des voies de circulation avoisinantes.

Le risque lié aux rejets atmosphériques sur la population est donc considéré comme sans effet.

➤ Rejets dans le sol et le sous-sol

Les sols et les eaux souterraines ne présentent pas de risque d'atteinte aux populations en marche normale puisque les surfaces seront imperméabilisées, et la séparation avec les espaces verts sont réalisées avec des bordures relativement hautes.

Des lavages sont réalisés en extérieur sur les zones sales, mais ces espaces sont reliés au réseau eaux usées.

#### 1.5.2.2. EXPOSITION DES POPULATIONS EN SITUATION ANORMALE

---

La marche anormale peut se caractériser par deux situations :

- Le déversement accidentel de produits dangereux pour l'environnement
- L'incendie du site

➤ Déversement accidentel

En marche anormale, toute pollution du fait d'un déversement est confinée à l'intérieur du site empêchant tout contact avec la population.

➤ Incendie

Les alentours du site (dans un rayon de 100 m) ne sont pas occupés par les tiers, de ce fait, il n'existe pas de risque pour la population.

#### 1.5.3. CONCLUSION

---

Au regard de l'analyse des effets possibles de l'unité en marche normale et anormale, on retiendra que l'exploitation du site présentera un risque faible d'impact sur la santé humaine.

## 1.6. REMISE EN ETAT DU SOL APRES EXPLOITATION

Ainsi en cas de cessation d'activité, le site sera remis en état afin de permettre une activité industrielle en lien avec l'activité d'abattage. Le demandeur s'engage à effectuer la remise en état du sol et du site, en cas de cessation d'activité.

Dans l'éventualité où l'exploitation prendrait fin, une étude et une campagne de prélèvements seraient mises en place. Ces mesures permettront de diagnostiquer les pollutions éventuelles ayant pu intervenir malgré toutes les précautions. L'exploitant procèdera donc aux carottages et analyses selon un protocole défini en synergie avec l'Inspection des Installations Classées, dans le cadre du mémoire de cessation d'activité.

En fonction de l'activité intervenant par la suite, le demandeur s'engage à prévoir l'ensemble des opérations visant à :

- Neutraliser et/ou démanteler les installations existantes,
- Evacuer les déchets et produits de nettoyage présents à l'arrêt de l'activité,
- Maintenir en état satisfaisant l'entretien du site de manière à conserver son esthétique vis-à-vis de l'environnement dans lequel il s'insère,
- Dépolluer nappes et sol si nécessaire.

## 1.7. MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION

### 1.7.1. PAYSAGE

Le projet s'implante sur un terrain vierge de toute construction.

La haie présente en limite de propriété sera conservée. Le site sera composé à 75% d'espaces verts.

De plus, l'aspect visuel du bâtiment, avec notamment du bardage bois, a été réfléchi afin de limiter au plus l'impact du bâtiment sur le paysage.

### 1.7.2. EAUX

#### 1.7.2.1. CONSOMMATION D'EAU POTABLE

L'exploitation de l'abattoir multi-espèces aura une consommation de l'eau raisonnée. En effet, les technologies mises en œuvre permettront de réduire cette consommation. A titre d'exemple, il est prévu les points suivants :

- Des centrales de lavage spécifiques pour les bétailières et les camions frigorifiques,
- Absence de lavage des carcasses,
- Nettoyage à sec (raclage) du sol des stabulations et à l'eau périodiquement,

Il est précisé que dans un abattoir, l'eau utilisée est obligatoirement de l'eau potable, quel que soit l'usage.

#### 1.7.2.2. EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales de voiries et de toiture seront infiltrées après passage dans un séparateur d'hydrocarbures.

Les eaux pluviales lors d'incendie, eaux polluées, seront confinées dans le bassin de rétention.

#### 1.7.2.3. EAUX USEES

Les eaux usées seront rejetées au réseau communal et traitées par la station d'épuration des Tanneries, après un prétraitement sur le site.

La qualité du rejet des eaux usées du site n'engendrera pas de dysfonctionnement de la STEP communale. Une convention spéciale de déversement sera établie.

### 1.7.3. SOLS

Le site est imperméabilisé à hauteur d'environ 25% de la surface de la parcelle. Aucune manipulation, transit, stockage n'est autorisé sur les zones perméables. De ce fait, l'activité du futur abattoir n'engendre aucun risque d'infiltration dans les sols.

Le stockage des produits de nettoyage sera réalisé sur rétention.

Il sera mis en place un bassin de rétention des eaux d'extinction afin de prévenir toute pollution des sols en cas d'incendie.

#### 1.7.4. AIR

---

Les rejets atmosphériques seront émis majoritairement depuis les véhicules entrants et sortants du site. Les équipements frigorifiques et les installations de combustion seront conformes à la réglementation et contrôlés selon les fréquences imposées réglementairement.

Il peut y avoir des odeurs depuis les fumières et stabulations, ainsi que depuis la station de prétraitement. Ces installations ont donc été positionnées sur le site afin de minimiser ce rejet.

Les matières stercoraires seront pressées, la fumière sera abritée. Une aération et un agitateur sont prévus dans le bassin tampon de la station de prétraitement, pour limiter la production d'odeur.

#### 1.7.5. DECHETS ET SOUS-PRODUITS ANIMAUX

---

Les déchets et sous-produits de l'abattoir seront gérés de manière rationnelle et selon les filières adaptées. Tous les sous-produits et déchets produits seront stockés dans des contenants adéquats.

Les produits carnés, pouvant produire des nuisances olfactives, sont stockés en chambre froide.

Le stockage est réalisé sur des espaces imperméabilisés et de ce fait limite les risques de pollutions des zones extérieures par écoulement de liquides.

Ils seront évacués et traités dans des filières adaptées. Les matières stercoraires, fumiers et certains déchets issus du prétraitement des effluents seront valorisés via un plan d'épandage.

#### 1.7.6. EMISSIONS SONORES

---

Une campagne de mesures acoustique de l'état initial a été réalisée. Cette campagne est associée à une modélisation acoustique. Cette modélisation a permis de vérifier la conformité de l'installation vis-à-vis de l'émergence et du niveau de bruit ambiant.

Les zones bruyantes identifiées au cours de l'exploitation sont : les stabulations, les équipements techniques et le trafic in situ.

#### 1.7.7. FAUNE ET FLORE

---

Le site n'est pas implanté au sein d'une zone protégée. De plus afin de préserver au mieux la flore et la faune, l'imperméabilisation du site est minimisée et l'ensemble des rejets est maîtrisé même en cas de pollution accidentelle.

Il est également prévu les points suivants :

- Les eaux pluviales seront prétraitées par séparateur hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel,
- Les eaux usées seront prétraitées avant rejet dans le réseau public,
- Les eaux polluées (eaux d'extinction incendie et déversements accidentels) seront confinées dans un bassin de rétention étanche in situ,
- L'installation ne disposera pas d'équipement technique rejetant une grande quantité de gaz dans l'atmosphère,
- Conservation de la haie en limite Nord-Est du site.

#### 1.7.8. BILAN

---

Au vu des différentes mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues sur le site de l'abattoir, la création du site et son activité généreront peu d'impacts sur le milieu naturel.

## 2. RESUME NON TECHNIQUE – ÉTUDE DE DANGERS

L'objet de cette étude est de présenter l'ensemble des risques et événements indésirables liés à l'activité du projet d'abattoir, et d'analyser leurs conséquences plus ou moins graves sur l'environnement.

### 2.1. LES PRODUITS MIS EN OEUVRE

Il n'y a pas sur le site de stockage de liquides inflammables. Les fluides recensés sur le futur site de l'abattoir sont :

- Fluide frigorigène : Propane et CO<sub>2</sub>
- Eau glycolée
- Gaz naturel
- Produits de nettoyage.

### 2.2. ANALYSE ACCIDENTOLOGIQUE

#### 2.2.1. INVENTAIRE DES RISQUES NATURELS

##### 2.2.1.1. LA FOUDRE

La foudre est l'énergie colossale transportée par le courant établi entre les nuages et le sol, et est susceptible par effets directs d'engendrer sur les bâtiments et installations des dommages conséquents (incendie, explosion, etc...). Du fait même de l'écoulement de ce courant de foudre, elle génère aussi par effets indirects des surtensions dévastatrices pour les équipements électriques et électroniques de sécurité.

Conformément à l'arrêté du 15/01/08 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées, les conséquences de la foudre sur ce type de bâtiment sont négligeables. Ainsi, le site n'est pas soumis à l'obligation réglementaire de réaliser une analyse du risque foudre (ARF), ni d'étude technique (ET).

Le site bénéficie tout de même de protection contre la foudre via une mise à la terre de l'installation électrique.

##### 2.2.1.2. L'INONDATION

Le site n'est pas en zone inondable au vu des documents de la commune.

##### 2.2.1.3. LES SEISMES

La commune de Chaumont est classée en zone de sismicité très faible (niveau 1).

##### 2.2.1.4. LES FEUX DE FORETS

Le site n'est pas situé à proximité d'une zone boisée dense, susceptible de propager un incendie jusqu'aux installations.

##### 2.2.1.5. DANGERS LIES AUX TEMPERATURES EXTREMES

Le climat de la région ne présente pas de variation de température très importante. Les températures moyennes sont fraîches avec près de 70 jours de gel par an.

Il n'y a pas d'équipement ou de produits très sensibles aux températures sur le site, les installations présentant un risque seront mises hors gel.

#### 2.2.1.6. DANGERS LIES A UNE TEMPETE

---

Le bâtiment sera construit dans le respect des normes de constructions.

### 2.2.2. RISQUES LIES AUX ACTIVITES EXTERIEURES A L'ETABLISSEMENT

---

#### ➤ Circulation extérieure

La circulation routière à l'extérieur du site ne sera pas susceptible d'engendrer un réel danger pour les installations. Les bâtiments seront éloignés de cette voie d'accès. La collision avec un véhicule en provenance de l'extérieur est très peu probable.

La voie ferrée la plus proche se trouve à plus de 1700 m au Sud du site, Le risque d'accident ferroviaire susceptible de générer des conséquences dommageables au droit du futur site n'est donc pas significatif.

Il n'y a pas de base aérienne à proximité du site. Le site d'implantation de la future usine ne fait actuellement l'objet d'aucune servitude d'utilité publique. L'infrastructure la plus proche est l'aérodrome de Chaumont-Semoutiers implanté à plus de 6 km au Sud-Ouest du site. La distance par rapport au site combinée à l'orientation des pistes (Nord-Sud), conduisent à un risque de chute d'aéronefs non significatif.

#### ➤ Environnement Industriel

Le site n'est concerné par aucun PPRt et les bâtiments de l'abattoir se situent à plus de 150 m des installations de la méthanisation.

L'environnement industriel du site ne présente pas de risque significatif.

#### ➤ Malveillance et négligence

La malveillance est un risque dont il faut se prémunir. Afin de parer cette éventualité, des clôtures grillagées sont mises en place autour de l'installation.

Un portail limitera l'entrée sur le site en période de fermeture.

Le site ne présente pas d'intérêt stratégique particulier. Les risques éventuels liés à la malveillance sont a priori principalement un incendie volontaire compte tenu de l'activité menée sur le site.

Des mesures préventives seront mises en place dans le bâtiment. Il sera strictement interdit de fumer à l'intérieur, et ce ne sera toléré qu'à l'extérieur dans les zones dédiées. Le personnel sera formé aux risques inhérents à l'activité d'abattage.

#### ➤ Explosion voisine

Les bâtiments de l'abattoir se situent à plus de 150 m des installations de la méthanisation. Il n'est pas envisageable qu'un accident se produisant au niveau de la méthanisation impacte les installations du projet.



➤ Incendie voisin

Les incendies extérieurs à l'établissement peuvent avoir pour siège principalement :

- Les convois sur les voies routières.
- Les locaux à usage industriel ou commercial voisins, même si du fait de leur éloignement le risque est nul.

### 2.2.3. ACCIDENTOLOGIE

---

Parmi les différentes bases de données existantes, la base ARIA a été consultée afin d'identifier les principaux accidents et incidents survenus en France dans les domaines d'activités d'abattage.

La période de recherche s'étend sur les 10 dernières années (janvier 2011 – décembre 2020). Au total 67 accidents ont été étudiés dans le cadre de l'étude du retour d'expérience dans le domaine d'activité.

Les principaux accidents survenus sont les suivants :

- un décès est survenu dans le cas d'une charge d'une de ses bêtes,
- les accidents sont principalement liés des fuites d'ammoniac,
- les causes sont soit des erreurs de maintenance, des défaillances électriques, des actes de malveillance ou des causes inconnues.

L'accidentologie en rapport avec l'activité de l'abattoir sont par ordre décroissant (absence d'ammoniac sur le site) :

- Incendie
- Rejets dans le milieu

Le risque d'incendie et le risque de pollution des eaux sont donc les deux scénarii majorants qui vont être étudiés.

## 2.3. ANALYSE DES RISQUES POTENTIELS

### 2.3.1. EVENEMENTS INITIATEURS

L'inventaire des risques et l'analyse accidentologique nous ont permis de retenir quatre sources d'inflammation possibles :

- la négligence humaine,
- les travaux par points chauds du fait de la nécessité de réaliser des travaux au cours de la vie du bâtiment
- une étincelle électrique, de la présence d'équipements électriques sur le site
- la foudre, en tant qu'élément naturel.

### 2.3.2. L'INCENDIE

Dans le cadre de l'analyse des accidentologies, les scénarii incendie sont ceux identifiés en plus grand nombre.

C'est en effet l'un des phénomènes dangereux le plus répandu au sein des sites d'abattage du fait de zones de stockage de produits de conditionnement pour les produits finis.

Ce scénario incendie est donc celui que nous développerons dans cette étude de dangers, pour les parties stockant les emballages, les produits finis conditionnés et la paille.

Différents types de feux peuvent donc survenir au niveau de l'établissement selon les produits stockés :

- Feu de classe A : lié aux feux de matières solides
- Feu de classe B : lié aux feux de matières liquides ou solides liquéfiables

La propagation d'un incendie peut s'effectuer de différentes façons :

- Par conduction : des matériaux bons conducteurs de la chaleur peuvent s'ils sont suffisamment chauffés, à leur tour échauffer des matières combustibles
- Par convection : les gaz et les fumées chauds peuvent transmettre une certaine quantité de chaleur pouvant à leur tour enflammer des matières inflammables
- Par rayonnement : la chaleur dégagée par le foyer peut communiquer le feu à tout combustible se trouvant à proximité
- Par projection de matières enflammées

Les effets thermiques des scénarios d'incendie seront étudiés dans les paragraphes suivants.

### 2.3.3. LA POLLUTION DE L'EAU ET DU SOL

Le scénario de pollution de l'eau et du sol est lié à un déversement accidentel d'une quantité importante de produit dangereux.

Une pollution par les effluents de l'abattoir (y compris cuve à sang) est dangereuse pour l'eau et les sols.

Une pollution est également possible en cas de perte de confinement sur une rétention. Cependant toutes les zones susceptibles de pouvoir être atteintes par un éventuel déversement de liquides seront imperméabilisées, aucune infiltration ne pourra avoir lieu.

Une pollution accidentelle importante est possible en cas d'incendie, les quantités d'eau mises en œuvre pour l'extinction pouvant être importantes et alors polluer le milieu récepteur.

---

### 2.3.4. CONCLUSION SUR L'ANALYSE DES PHENOMENES DANGEREUX

---

Par rapport aux phénomènes dangereux présentés ci-avant et à la probabilité de leur apparition, l'étude de dangers porte sur : incendie et pollution des eaux et du sol.

---

### 2.3.5. LES BARRIERES DE SECURITE MISES EN PLACE

---

#### 2.3.5.1. LES BARRIERES RETENUES CONTRE L'APPARITION DU PHENOMENE REDOUTE

---

➤ La formation du personnel

Le personnel sera régulièrement formé à l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie. Des consignes de sécurité rappelant l'interdiction de fumer hors des zones dédiées seront affichées dans le bâtiment.

➤ Le contrôle régulier des machines

Une maintenance régulière sera réalisée par le personnel du site et/ou des prestataires spécialisés.

Quotidiennement, l'équipe réalisera un contrôle visuel des installations afin de détecter d'éventuelles fuites, de réparer des petits incidents sur les machines. Les réparations sont immédiates, et si une pièce doit être remplacée, celle-ci est commandée pour être changée au plus vite.

L'ensemble de ces contrôles sera réalisé conformément aux fiches techniques (présentes sur le site) et avec l'aval du fabricant.

➤ Les installations électriques conformes

Elles feront l'objet d'un contrôle annuel par une société agréée. Les rapports de contrôle seront conservés sur site.

➤ L'accidentologie

L'accidentologie montre que la majorité des sinistres dans les domaines d'activités de l'abattage avec une installation sans ammoniac est due à un incendie et qu'ils peuvent être initiés par des actes de malveillance. Le site est clôturé en intégralité par des grillages. L'accès sera fermé pendant les heures de fermeture (la nuit, le week-end) et un système d'alarme sera mis en place, avec renvoi vers l'exploitant.

#### 2.3.5.2. LES BARRIERES RETENUES CONTRE LA PROPAGATION DE L'INCENDIE

---

➤ Les extincteurs

Des extincteurs seront répartis sur le site à raison d'un appareil pour 200 m<sup>2</sup>. Ces équipements seront contrôlés annuellement par une société spécialisée. Le type d'extincteurs sera adapté aux produits entreposés.

➤ Les besoins en eaux

Lors de leur intervention, les services de défense contre l'incendie ont besoin de s'approvisionner en eau pour éteindre l'incendie.

Ils ont besoin d'avoir le volume d'eau nécessaire à éteindre l'incendie pendant 2h. Le volume nécessaire est de 210 m<sup>3</sup>/h.

Le volume nécessaire pour éteindre le feu pendant deux heures sera disponible à partir du réseau public. La commune s'est engagée à mettre à disposition de l'abattoir un ou plusieurs poteaux incendie permettant de répondre aux besoins de défense extérieure du projet.

#### 2.3.5.3. LES BARRIERES RETENUES POUR EVITER LA POLLUTION DES EAUX ET DU SOL

---

Pour se prémunir d'une éventuelle pollution du milieu naturel, il faut pouvoir confiner les eaux d'extinction d'incendie. Une vanne 3 voies permettra de diriger les eaux d'extinction vers le bassin de rétention étanche.

## 2.4. EVALUATION ET PRISE EN COMPTE DE LA GRAVITE ET DE LA PROBABILITE

### 2.4.1. EVENEMENTS INITIATEURS

Les événements initiateurs d'un incendie, identifiés dans l'analyse des risques, sont repris dans le tableau ci-après avec leur probabilité d'occurrence sans, puis avec barrières.

Evènement initiateur	Barrière de sécurité	Sans	Avec
Foudre	Installation électrique reliée à la terre	B	C
Mégot mal éteint	Interdiction stricte de fumer dans les zones non dédiées. Formation du personnel	B	D
Défaillance électrique	Equipement conforme	B	C
Point chaud	Procédure pour les permis feu	A	C
Malveillance	Clôture, alarme intrusion, vidéosurveillance	A	C
Défaillance intrinsèque des contenants produits liquides	Contrôle régulier par l'équipe de maintenance	B	C
Chute/choc des contenants	Contrôle quotidien par l'équipe de maintenance	B	C

Tableau 6 - Evènements initiateurs

### 2.4.2. PHENOMENES DANGEREUX : L'APPARITION D'UN INCENDIE DANS UNE DES ZONES

Comme chacun de ces événements suffit à initier un incendie, on peut considérer que la probabilité d'occurrence du phénomène dangereux « incendie » est égale à la plus grande des probabilités d'occurrence de l'ensemble des événements initiateurs.

Pour mettre en évidence l'impact des barrières sur la propagation de l'incendie, la cotation « sans barrière » est effectuée à partir de la probabilité d'avoir une source d'inflammation avec barrières du paragraphe précédent (soit C).

Phénomène dangereux	Barrière de sécurité	Sans	Avec
1/ Départ d'un incendie depuis le stockage de foin	Extincteurs Formation incendie Petite zone	C	D
2/ Départ d'un incendie depuis le stockage de conditionnement	Extincteurs Formation incendie Petite zone	C	D
3/ Incendie généralisé du site	Eloignement vis-à-vis des tiers Absence de stockage de matière combustible en dehors des zones dédiées L'incendie généralisé est difficilement concevable étant donnée l'absence de stockage de matières combustibles en dehors des petites zones de stockage identifiées précédemment.	D	E

Tableau 7 - Probabilité des phénomènes dangereux

## 2.5. EVALUATION DE LA GRAVITE

Phénomène dangereux	Conséquences extérieures les plus pénalisantes	Gravité
1/ Départ d'un incendie depuis le stockage de foin	Le feu peut être maîtrisé très rapidement, ne sort pas des limites de propriétés. En aucun cas, l'incendie d'une si petite zone de stockage ne peut avoir des répercussions à l'extérieur du site (recul de 35 m par rapport aux limites de propriété).	Modéré
2/ Départ d'un incendie depuis le stockage de conditionnement	Le feu peut être maîtrisé très rapidement, ne sort pas des limites de propriétés. En aucun cas, l'incendie d'une si petite zone de stockage ne peut avoir des répercussions à l'extérieur du site (recul de 35 m par rapport aux limites de propriété).	Modéré
3/ Incendie généralisé du site	Le feu peut être maîtrisé très rapidement, ne sort pas des limites de propriétés. Absence de stockage combustibles en dehors des zones dédiées, faibles potentiel calorifique global et distance par rapport aux limites de propriété (minimum 35 m).	Modéré

Tableau 8 - Gravité des phénomènes dangereux

## 2.6. CRITICITE DES SCENARIOS RETENUS

Le tableau ci-après résume le risque incendie et évalue la criticité pour chacune des zones considérées. Cette évaluation tient compte des moyens de prévention et de protection envisagés.

Les risques potentiels présentés par l'installation vis-à-vis des personnes et de l'environnement sont identifiés et pour chacun, les modes de défaillance des composants, leurs causes, leurs effets, les moyens existants de prévention, de détection sont présentés.

N°	Scenario	Probabilité	Gravité
1	Départ d'un incendie depuis le stockage de foin	D	M
2	Départ d'un incendie depuis le stockage des conditionnements	D	M
3	Incendie généralisé du site	E	M

La criticité, combinaison de la gravité et de la probabilité, nous permet de déterminer les points critiques inacceptables et de proposer les mesures préventives ou correctives qui pourront ou devront être prises.

Probabilité Gravité	FAIBLE E	MOYEN D	ELEVEE C	FORTE B	TRES FORTE A
Désastreux					
Catastrophique					
Important					
Sérieux					
Modéré	3	1, 2			

Légende :

Risque trop élevé

Risque à réduire

Risque moindre

Tableau 9 - Analyse de la criticité

Les trois événements sont considérés comme à risque moindres.

## 2.7. RISQUES DE POLLUTION ACCIDENTELLE DES EAUX ET DES SOLS

Le déversement d'un produit nuisible pour l'environnement peut entraîner selon le lieu où se produit le sinistre, soit une pollution des eaux, soit une pollution des sols.

Lors d'un sinistre ou d'un incendie, les polluants liquides s'écoulent sur les surfaces imperméabilisées puis s'infiltrant dans le sol ou dans la nappe.

Les risques de pollution seront générés par des produits présentant une toxicité ou un caractère dangereux pour l'environnement. Ces produits seront les eaux d'extinction d'incendie.

Ces produits peuvent entraîner une toxicité pour l'homme et/ou l'environnement.

Les causes de défaillance des pollutions accidentelles sont les suivantes :

- Chute de contenant,
- Percement de contenant,
- Erreur ou choc lors de la manipulation de produits liquides,
- Acte de malveillance,
- Incendie.

Les effets d'une pollution accidentelle pourraient avoir les conséquences suivantes :

- Pollution des sols avec des hydrocarbures ou des produits dangereux,
- Toxicité pour la faune et la flore,
- Émanations toxiques.

Sur notre site plusieurs types de déversements accidentels sont possibles :

- Déversement d'un produit liquide utilisé sur le site,
- Déversement/fuite d'hydrocarbures du fait du transport en camions,
- Déversement d'eaux polluées, en cas d'incendie.

L'ensemble des locaux où des manipulations auront lieu sera imperméabilisé. Aucune activité n'aura lieu sur les espaces verts.

Les activités seront réalisées en intérieur pour l'utilisation des produits liquides.

Le site disposera d'un bassin de rétention d'un volume de 350 m<sup>3</sup> afin de confiner les eaux polluées au sein du terrain.



## 2.8. MOYENS GENERAUX

### 2.8.1. MOYENS DE PREVENTION GENERAUX AU SITE

Le matériel mis en place sera adapté au milieu environnant (température, humidité...) et sera correctement entretenu.

Des interdictions de fumer et des consignes de sécurité liées aux risques incendie seront affichées dans les locaux et à l'abord des zones concernées.

Un permis de feu sera systématiquement établi pour les travaux engendrant des points chauds (chalumeau et arc électrique notamment).

Des plans d'évacuation et des plans d'intervention seront affichés dans des zones fréquentées de l'installation.

Des exercices d'évacuation incendie et d'utilisation du matériel incendie seront régulièrement réalisés.

Tous les équipements à risque ainsi que les matériels de secours seront régulièrement contrôlés, en interne et par des prestataires agréés. Un extincteur est prévu par tranche de 200 m<sup>2</sup>. Il sera demandé à la société exploitante de réaliser tous les contrôles nécessaires au bon fonctionnement de l'installation. Les extincteurs seront vérifiés tous les ans.

Au sein de l'entreprise exploitante, du personnel sera formé pour intervenir en cas d'accident, notamment des Sauveteurs Secouristes du Travail.

Le personnel nouvellement embauché recevra, à son arrivée, les consignes de sécurité en application sur le site et sa formation sera complétée sur les spécificités de son poste.

### 2.8.2. MOYENS D'INTERVENTION GENERAUX

Lors des formations mentionnées précédemment, l'ensemble du personnel du site aura pris connaissance des consignes incendie et des procédures à suivre en cas de sinistre.

Des plans seront également affichés dans l'ensemble du site précisant les moyens d'extinctions et de secours à proximité et les voies d'évacuation à emprunter.

Des moyens d'intervention sur un sinistre seront disponibles sur l'ensemble du site. Ils seront utilisables soit par le personnel, soit par les services incendie extérieurs. Ces équipements seront régulièrement vérifiés par les installateurs et contrôlés par des organismes agréés.

Les pompiers auront accès au site par l'accès principal.

#### 2.8.2.1. EXTINCTEURS

Des extincteurs seront présents dans tous les locaux du site, leur positionnement ainsi que leurs types seront conformes à la règle R4 de l'APSAD et adaptés aux produits stockés. Un extincteur par tranche de 200 m<sup>2</sup> est prévu.

#### 2.8.2.2. DEFENSE EXTERIEURE

---

Le dimensionnement des besoins en eau sur le site a été réalisé selon le formulaire D9.

Le volume nécessaire selon l'activité de l'abattoir est estimé à 150 m<sup>3</sup>/h. Le risque 2 a été considéré du fait de la présence de panneaux sandwich. Il est donc nécessaire de pouvoir fournir aux pompiers 300 m<sup>3</sup> d'eau pour deux heures d'extinction.

La commune s'est engagée à mettre en place le ou les poteaux incendie nécessaire pour couvrir un besoin à hauteur de 100 m<sup>3</sup>/h, une réserve de 120 m<sup>3</sup> permettra de disposer d'un volume global de 320 m<sup>3</sup>.